

MAIRIE DE
BESANÇON



Arrêté du Maire
de la Ville de Besançon

Publié le : 31/10/2024

FIN.24.00.A28

OBJET : Service commerce - Occupation du domaine public - Régie de recettes n° 64 - Abrogation de l'arrêté FIN.23.00.A25 - Nomination d'un régisseur et d'une mandataire suppléante

La Maire de la Ville de Besançon,

Vu le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics,

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du code général des collectivités territoriales relatif à la création de recettes, d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et de leurs établissements, à l'exclusion des établissements publics locaux d'enseignement,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et de leurs établissements publics,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération du 19 septembre 2019 par laquelle le Conseil Municipal décide l'application du régime indemnitaire prévu par la réglementation aux régisseurs d'avances et de recettes de la ville de Besançon,

Vu la décision FIN.19.00.D35 du 18 novembre 2019 portant institution auprès de la ville de Besançon d'une régie de recettes pour l'encaissement de la redevance d'occupation du domaine public lors des manifestations associatives, commerciales et artisanales,

Vu l'arrêté FIN.23.00.A25 du 1^{er} juin 2023 portant nomination du régisseur et de la mandataire suppléante,

Vu l'avis conforme du Comptable Public du Service de Gestion Comptable du Grand Besançon en date du 16 octobre 2024,

ARRÊTE

Article 1^{er} : A compter du 28 octobre 2024, les dispositions de l'arrêté FIN.23.00.A25 du 1^{er} juin 2023 sont abrogées.

Article 2 : Il est mis fin aux fonctions de régisseur de M. Pierre BOUVIER et de mandataire suppléante de Mme Julie CHOULET.

Article 3 : Mme Julie POETE est nommée régisseur titulaire avec pour mission de recouvrer exclusivement les recettes énumérées dans l'arrêté créant la régie.

Article 4 : Mme Lolita CANGERO est nommée mandataire suppléante de la régie de recettes avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.



Article 5 : Ni le régisseur, ni la mandataire suppléante ne percevront de complément indemnitaire.

Article 6 : Le régisseur et la mandataire suppléante sont, conformément à la réglementation en vigueur, chargés de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables reçues, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation effectués.

Article 7 : Le régisseur et la mandataire suppléante ne doivent pas exiger ou percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif visé en tête du présent arrêté, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432.10 du Nouveau Code Pénal.

Article 8 : Le régisseur et la mandataire suppléante pourront être sanctionnés pour les fautes graves ayant un impact financier significatif. Ils sont soumis, comme l'ensemble des gestionnaires publics, à un régime d'amendes pouvant aller jusqu'à six mois de rémunération annuelle. Les amendes seront individualisées et proportionnées à la gravité des faits, l'éventuelle réitération des pratiques prohibées et le cas échéant, à l'importance du préjudice.

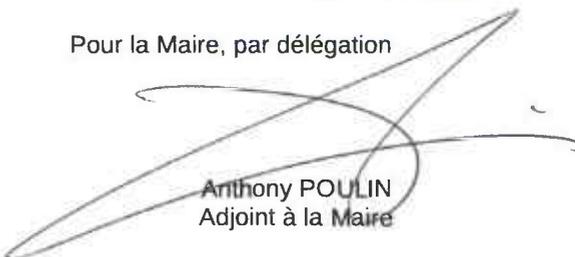
Article 9 : Le régisseur et la mandataire suppléante sont tenus de présenter leurs registres, leur comptabilité, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

Article 10 : Tout recours contentieux contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois suivant la publicité de l'arrêté.

Article 11 : Le Directeur Général des Services et le Comptable Public du Service de Gestion Comptable du Grand Besançon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au registre des arrêtés et sur le site internet de la Ville et dont copie sera remise aux intéressés.

Besançon, le 28 octobre 2024

Pour la Maire, par délégation


Anthony POULIN
Adjoint à la Maire

Notifié à l'intéressé

le :

Nom Prénom : BOUVIER Pierre

Signature :

Notifié à l'intéressée

le :

Nom Prénom : CHOULET Julie

Signature :



Notifié à l'intéressée

le :

Nom Prénom : POETE Julie

Signature :

Notifié à l'intéressée

le :

Nom Prénom : CANGERO Lolita

Signature :

